Des deux côtés de l'écran : les droits de l'enfant à la télévision

Sophie Jéhel et François David

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/crdf/7137>

DOI : 10.4000/crdf.7137

ISSN : 2264-1246

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2006

Pagination : 31-38

ISBN : 978-2-84133-277-9

ISSN : 1634-8842

Référence électronique

Sophie Jéhel et François David, « Des deux côtés de l'écran : les droits de l'enfant à la télévision », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* [En ligne], 5 | 2006, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 16 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/crdf/7137> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crdf.7137>

Des deux côtés de l'écran : les droits de l'enfant à la télévision

Sophie JÉHEL

Ex-responsable du Pôle Protection de l'enfance et de l'adolescence au Conseil supérieur de l'audiovisuel

François DAVID

Juriste à la Direction juridique du Conseil supérieur de l'audiovisuel

I. Les droits de l'enfant téléspectateur

II. La protection du bien-être de l'enfant et de sa santé

III. Le droit de l'enfant à des programmes adaptés

IV. La régulation permet-elle d'assurer la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant ?

V. Les droits de l'enfant participant à une émission de télévision

VI. Une protection nécessaire

Nous avons été sollicités dans ce colloque qui porte sur les droits fondamentaux de l'enfant pour présenter les grands axes de l'action du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) au nom de la protection des mineurs à la télévision. On abordera de façon connexe la radio dans la mesure où certains principes sont proches et que ces deux médias sont sous la compétence du CSA. Mais il est vrai que la spécificité de l'image fait que les applications concrètes du même principe diffèrent.

Le parti pris de cette communication est de partir de la Convention internationale des droits de l'enfant¹ et d'interroger la pratique de l'instance de régulation et son cadre juridique, au regard de ce texte. C'est un parti pris relativement peu défriché car la Convention internationale est (malgré son ancienneté) peu évoquée dans les textes nationaux voire européens relatifs à la protection des

mineurs dans les médias. S'il n'y a évidemment pas de contradiction formelle entre le cadre national et européen de la protection des mineurs à la télévision et le texte de la Convention, au point que l'action du CSA en matière de protection des mineurs à la télévision a pu être présentée comme une des illustrations du respect de la Convention par la France dans ses premiers rapports d'application, un retour au texte de la Convention pourrait induire des droits élargis pour les mineurs à la télévision et une légitimité accrue pour l'action du CSA dans ce secteur de régulation.

L'articulation de notre propos est simple : l'action du CSA en faveur de la protection des mineurs à la télévision concerne aussi bien la protection de l'enfant spectateur que celle de l'enfant « acteur » au sens large, en tant qu'enfant qui participe à des émissions de télévision. Le respect

1. Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée le 7 août 1990 par la France.

des droits de l'enfant nécessite une vigilance quotidienne de l'instance administrative comme des opérateurs privés et publics et la recherche permanente d'un équilibre entre des droits fondamentaux : liberté de communication, droit à l'information du public, protection des mineurs, notamment autour d'outils de régulation sans cesse ajustés.

I. Les droits de l'enfant téléspectateur

Le cadre juridique de la protection des mineurs à la télévision est essentiellement concentré dans les articles 1^{er} et 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée sur la communication et l'article 22 de la directive européenne « Télévision sans frontières ». La loi relative à la communication qui transpose la directive européenne confie au CSA la mission de « veiller à la protection de l'enfance et de l'adolescence ». Pour ce faire, la loi précise notamment que le CSA doit veiller à ce que « lorsque des programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs » sont diffusés, il soit assuré « par le choix de l'heure de diffusion ou par tout procédé technique approprié, que des mineurs ne sont pas normalement susceptibles de les voir ou de les entendre ». Le CSA doit également garantir qu'« aucun programme susceptible de nuire gravement à l'épanouissement [...] des mineurs » ne soit diffusé. Le CSA doit donc veiller à ce que par leur programmation (contenus et conditions de diffusion) les chaînes ne portent pas atteinte à l'épanouissement des mineurs conformément à l'objectif fixé par la directive européenne « Télévision sans frontières »².

II. La protection du bien-être de l'enfant et de sa santé

En application de ce principe, le CSA fait valoir depuis 1989 un principe de programmation familiale entre 6 h et 22 h 30 et d'avertissement du public lorsque des programmes susceptibles de heurter la sensibilité des enfants sont diffusés. À partir de 1996, le CSA a obtenu que le système d'avertissement prenne la forme d'une signalétique commune aux chaînes, reposant sur la classification de l'ensemble des programmes diffusés (fictions, films de cinéma, magazines, jeux, télé réalité...) en cinq catégories de programmes selon leur degré de violence ou d'érotisme³.

Parmi les critères de classification et de responsabilisation des chaînes vis-à-vis du jeune public, le CSA tient également compte du risque d'incitation des mineurs à des comportements dangereux que comportent certains programmes lorsqu'ils présentent de tels comportements

de façon valorisante à l'écran et sans précautions particulières. Le CSA est notamment intervenu sous cet angle pour exiger des classifications supérieures pour des émissions de jeux, de télé réalité ou des magazines⁴.

Pour la radio, en application des mêmes articles de la loi française sur la communication et en particulier de l'article 15 modifié sur ce point par la loi du 1^{er} août 2000, le CSA demande aux stations de respecter des horaires de programmation familiale entre 6 h et 22 h 30 en évitant les programmes susceptibles de heurter la sensibilité des moins de 16 ans à ces horaires⁵.

Le CSA intervient également, quoique plus rarement, en matière de publicité au nom de la protection des mineurs, du fait que les chaînes ne doivent pas abuser de leur crédulité⁶.

Le cadre juridique français de la protection des mineurs pourrait s'inscrire dans celui posé par la Convention des droits de l'enfant, en particulier par ses articles 3, 17 et 19. L'article 3 pose le principe de « l'intérêt supérieur de l'enfant » (qui « dans toutes les décisions qui concernent les enfants [...] qu'elles soient le fait [...] des autorités administratives ou des organes législatifs [...] doit être une considération primordiale »), ainsi que le devoir des États parties de veiller à la protection et au bien-être de l'enfant, « compte tenu des droits et devoirs de ses parents ». L'article 17 est entièrement consacré aux médias, et à l'importance de leur fonction pour l'enfant, notamment ceux qui « visent à promouvoir le bien-être social, spirituel et moral [de l'enfant] ainsi que sa santé physique et mentale ». Le principe de protection de l'enfant contre les contenus qui peuvent lui nuire est posé par l'alinéa 17 e) : les États signataires s'engagent à « favoriser l'élaboration de principes directeurs appropriés destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être ». Il est corroboré par l'article 19, plus général, relatif à la nécessité de protéger l'enfant « contre toutes formes de violences, d'atteintes ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon, de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation ».

À la différence des textes français et européens, la Convention internationale reconnaît l'importance des médias et de leur impact dans la vie des enfants de façon positive avant d'envisager le problème de leur éventuelle nocivité. Elle envisage cet impact positif quant au bien-être « social, spirituel et moral » de l'enfant mais aussi quant à sa santé « physique et mentale ».

L'ampleur supposée de l'impact des médias dans la vie des enfants et notamment le fait qu'il puisse concerner la santé ou l'épanouissement physique peut surprendre au premier abord. On a tendance généralement à envisager cet impact sous forme émotionnelle, comme source d'anxiété, ou morale, comme facteur de perturbation des

2. Directive du Conseil de l'Union européenne du 3 octobre 1989 modifiée le 30 juin 1997, article 22.

3. Voir la présentation de son action annuelle dans le Rapport annuel du CSA ainsi que dans les bilans de l'action menée en matière de protection de l'enfance publiés dans la *Lettre du CSA*.

4. Voir notamment ses interventions en 2003 et 2004 à propos de l'émission *Fear factor*, diffusée sur TF1.

5. Délibération du 10 février 2004 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence à l'antenne des services de radiodiffusion sonore.

6. Recommandation du 7 juin 2006 relative à des messages publicitaires en faveur de services SMS susceptibles d'exploiter l'inexpérience ou la crédulité des mineurs.

repères. Or, si pour l'être humain, les émotions sont inextricablement de l'ordre du mental et de l'ordre du physique, pour l'enfant, les deux dimensions sont encore davantage imbriquées. On pourrait trouver dans la psychanalyse comme dans la neurobiologie des arguments témoignant de la contiguïté des états affectifs et de la santé physique : ont bien été mises en évidence notamment les répercussions de l'environnement affectif sur la santé voire sur la vie du nourrisson⁷. Ont également été montrées les dimensions cérébrale et physiologique des émotions et des sensations même lorsqu'elles sont déclenchées par des représentations visuelles. Mais d'autres exemples plus directement liés aux médias permettent d'illustrer la dimension physique de leur impact, et pour ne pas se focaliser sur l'impact des images de violence, on pensera aux corrélations constatées entre obésité et visionnage télévisé⁸. Cet impact montre bien comment le monde auquel les médias nous font participer est indissociablement de l'ordre du virtuel et de l'ordre du réel. L'obésité est en effet favorisée à la fois par l'immobilité physique de l'enfant pendant le visionnage et par l'influence des contenus (qui stimulent le grignotage à la fois par les inserts publicitaires pour des aliments sucrés mais aussi par les contenus anxio-gènes). Peu de données existent sur l'impact positif de la télévision sur la santé des enfants, en dehors des campagnes de messages de santé, mais des recherches existent sur l'impact positif de certains programmes dans l'apprentissage, dans la représentation du monde, dans les comportements⁹ et l'on peut considérer que ces modifications peuvent affecter le bien-être des enfants.

On pourrait souhaiter que le cadre réflexif et juridique posé par la Convention internationale pour l'épanouissement des droits de l'enfant dans les médias soit davantage sollicité en tant que tel au niveau national et européen. La Convention des droits de l'enfant permet en effet de rappeler que la protection des mineurs dans les médias relève, dans le contexte politique et intellectuel d'aujourd'hui, de la défense des droits de l'enfant, qui ne sont que l'aboutissement des droits de l'homme, et non de la morale d'un État.

Une référence explicite à la Convention des droits de l'enfant, dans sa lettre comme dans sa philosophie, serait utile pour conforter les pouvoirs publics dans leur mission, pour contrebalancer les accusations régulières de censure et de moralisation qui accompagnent dans la presse notamment certaines décisions prises par le CSA, en particulier dans le domaine des radios, comme d'autres prises dans le secteur du cinéma par le ministre de la Culture sur avis de la Commission de classification du cinéma, voire par le Conseil d'État, lorsqu'elles viennent poser des limites à la liberté de communication. Le thème de la censure, ou du caractère rétrograde des décisions de protec-

tion, est devenu un véritable topos, alors qu'il s'agit d'une vision des rapports de forces déconnectée des problématiques réelles d'aujourd'hui, à savoir la difficulté de préserver la spécificité de l'enfant et son immaturité dans un marché qui a fait des moins de 18 ans une de ses cibles privilégiées.

La référence à la Convention des droits de l'enfant a également le mérite de rappeler que la protection des enfants ne saurait être opposée à leur développement. Reconnaître des droits aux enfants ne doit pas conduire à les priver du droit d'être des enfants. Le préambule de la Convention des droits de l'enfant rappelle la motivation, simple mais fondamentale, du droit à la protection des enfants : « en raison de leur manque de maturité physique et intellectuelle ». Par ce texte, les États signataires ont entendu s'engager à respecter cette immaturité sans en abuser.

L'article 17 qui reconnaît l'impact tant positif que négatif des médias formule également un haut degré d'exigence dans les objectifs qu'il leur fixe.

III. Le droit de l'enfant à des programmes adaptés

Conséquence logique de l'attention qu'elle attache aux apports positifs des médias envers les enfants, la Convention internationale de New York donne aussi les bases d'un droit de l'enfant à des programmes adaptés à sa maturité et à sa culture familiale. Ainsi l'article 17 a) demande aux États d'encourager « les médias à diffuser une information et des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 29 », c'est-à-dire dans un but éducatif au sens plein du terme, visant notamment à développer la personnalité et l'épanouissement de l'enfant mais aussi les valeurs des droits de l'homme, la tolérance, l'amitié entre les peuples, l'égalité entre les sexes, etc.

C'est notamment dans cet esprit que le CSA a réalisé au début des années 1990 un rapport sur les émissions pour la jeunesse¹⁰. Ce rapport débouchait sur dix propositions qui ont longtemps guidé l'action du CSA dans ses négociations avec les chaînes de télévision pour obtenir qu'elles attachent une plus grande attention aux programmes pour la jeunesse (Propositions 1, 2, 4), qu'elles en diversifient le contenu (Proposition 5), qu'elles y limitent la publicité et les pratiques commerciales (Proposition 9), qu'elles en renforcent la déontologie et le contrôle de l'adaptation à l'âge des enfants (Propositions 3 et 7). C'est notamment sur cette dynamique que le CSA a demandé aux chaînes hertziennes privées TF1 et M6 de prendre des engagements de diffusion et de production de programmes

7. Voir notamment B. Cyrulnik, *Les Vilains Petits Canards*, Paris, Odile Jacob, 2001.

8. Communiqué de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments du 6 juillet 2004 « Obésité de l'enfant : impact de la publicité télévisée ».

9. Voir par exemple P. M. Greenfield et J. Retschitzki, *L'Enfant et les médias. Les effets de la télévision, des jeux vidéo et des ordinateurs*, Fribourg, Éditions universitaires, 2002, p. 39 et 47.

10. *Les Programmes pour la jeunesse*, M.-H. Nique-Dépret avec la collaboration de S. Jéhel, CSA, 1992. La préface de ce rapport rappelait le souci du CSA de « ne pas rester prisonnier du cadre français » et de « situer sa réflexion dans une dynamique internationale » caractérisée par la Convention des droits de l'enfant initiée par l'ONU.

jeunesse (engagement de 1000 heures d'émissions pour la jeunesse, dont 50 heures de documentaire ou de magazine pour TF1, engagement de quotas de production pour TF1 et M6), et aussi un engagement de contrôle supplémentaire pour les chaînes thématiques destinées aux enfants (créations de comités d'éthique spécifiques, souhait d'une diversité de l'offre de programmes...).

Sur le plan qualitatif, les exigences du CSA sont restées assez formelles à l'égard tant des chaînes privées que publiques. Mais, sous l'effet du marché, l'offre nationale de programmes pour les enfants a explosé en 15 ans : elle comporte à l'heure actuelle 13 chaînes pour enfants sur le câble et le satellite¹¹, dont deux pour les plus petits, sans compter les chaînes étrangères reprises en France¹², une chaîne numérique hertziennne (Gulli), et une programmation maintenue sur les chaînes hertziennes même si elle est en baisse. Cette offre remporte parmi les abonnés un fort succès, l'accès à des chaînes jeunesse fait partie des motivations déterminantes des familles pour s'abonner aux chaînes de complément (câble ou satellite) et les enfants de moins de 14 ans des foyers qui y sont abonnés y consacrent une part importante de leur consommation télévisuelle. Cela dit ces chaînes ne sont encore accessibles qu'à une minorité de foyers¹³. La diversité de l'offre en genre ne s'est pas accrue dans les mêmes proportions, les programmes de fiction occupent l'essentiel de la programmation, les documentaires et magazines sont plus rares. Sur les chaînes publiques, le seul magazine d'information pour les enfants, *Mon kanar*, diffusé par France 3, s'est arrêté en janvier dernier.

Là encore, un retour à la Convention des droits de l'enfant et à ses objectifs humanistes pourrait donner un second souffle à la régulation des médias audiovisuels.

IV. La régulation permet-elle d'assurer la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant ?

Les objectifs de protection de l'enfant de la Convention rejoignent pour l'essentiel les dispositions nationales¹⁴ et européennes, avec une divergence cependant. Alors que la Convention internationale pose le principe de la primauté de l'intérêt de l'enfant, la directive européenne comme la loi française consacrent des droits fondamentaux de rang égal : notamment la liberté de communication et la protection de l'enfant ou la dignité humaine.

Le travail de régulation conduit par le CSA fonctionne dans la recherche permanente d'un équilibre entre les

différents intérêts en présence. Ainsi, on ne peut dire que l'intérêt de l'enfant prévaut d'une façon absolue. La défense de l'intérêt de l'enfant est certes un objectif moteur de l'instance de régulation dans bien des décisions : qu'il s'agisse d'interventions individuelles auprès d'opérateurs suite à un manquement précis à leurs obligations, de l'édiction de recommandations de portée générale, ou de la négociation de dispositions intégrées aux conventions des chaînes privées. Mais le CSA cherche à trouver des formules qui représentent des compromis acceptables par les chaînes. À partir de 1996 (et jusqu'en 2003), il a pratiquement renoncé à la publication de recommandations dans le domaine de la protection des mineurs, lui préférant pour des raisons à la fois juridiques et politiques la négociation d'engagements conventionnels avec les opérateurs.

Dans ces négociations, le CSA a eu besoin de l'accord des opérateurs privés et a dû tenir compte de leurs points de vue. Ainsi, lorsqu'il a souhaité modifier le dispositif de la signalétique en juin 2002, il a commencé par faire aux chaînes et aux associations une proposition de signalétique remplaçant les sigles de couleur (bleu, orange, rouge, rose) en indications d'âge (8, 12, 16, 18). Le contexte de la négociation était favorable à un renforcement du dispositif de protection des mineurs : le rapport du collectif interassociatif Enfance et Médias remis à la ministre de la Famille en mai 2002 demandait, entre autres propositions, la modification de la signalétique conformément aux études publiées par le CSA lui-même montrant l'incompréhension des sigles de couleur par une part importante des parents¹⁵. La ministre avait également lancé un débat public sur l'impact de la diffusion de pornographie à la télévision sur les jeunes. Et en juin, à l'issue des élections, le nouveau ministre de la Culture et de la Communication ouvrait une mission sur l'impact des images violentes sur les jeunes¹⁶. Les associations du CIEM ont soutenu le projet du CSA¹⁷. Les opérateurs ont obtenu dans la négociation de remonter le premier seuil d'âge à 10 ans, ce qui, du point de vue de la cohérence du dispositif au regard des stades de développement de l'enfant, est regrettable. Mais dans le même temps, l'accord des chaînes permettait de faire un pas significatif en mettant en place une signalétique enfin immédiatement compréhensible.

Lorsqu'il a souhaité renforcer le dispositif de protection des mineurs face à la diffusion de programmes à caractère pornographique (le double verrouillage des programmes déconseillés aux moins de 18 ans, dits « de catégorie V »), le CSA a tenu compte des contraintes

11. Canal J, Tiji, Filles TV, Ma planète, T Fou, Piwi, Eureka, Jetix, Teletoon, Disney Channel, Disney Channel +1, Playhouse Disney, Toon Disney.

12. Dont Baby TV, Cartoon network, Nicekelodeon, Boomerang.

13. Pour le second trimestre 2006, Médiamétrie évalue à 7,4 % le nombre de foyers équipés d'un adaptateur TNT, et à 28,5 % le nombre de foyers abonnés au câble, à TPS et Canalsat. Certains foyers sont équipés de la TNT tout en étant abonnés au câble ou au satellite, auquel il faudrait ajouter les foyers abonnés à la télévision par ADSL.

14. Articles 1^{er} et 15 de la loi relative à la liberté de communication du 30 septembre 1986, modifiée en ces articles particulièrement en 2000 et 2004.

15. *L'Environnement médiatique des jeunes de 0 à 18 ans : que transmettons-nous à nos enfants ?* D. Frau-Meigs et S. Jéhel.

16. Qui donna lieu au rapport de B. Kriegel au ministre de la Culture et de la Communication, J.-J. Aillagon, *La Violence à la télévision*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2002.

17. Le dispositif était également présenté au grand public sur le site du CSA.

commerciales et techniques des opérateurs, il a accordé des délais, tâché de trouver un système acceptable pour eux¹⁸. Le résultat de ces négociations est un dispositif sans doute inférieur à ce que l'état actuel du droit et la jurisprudence du Conseil d'État auraient permis¹⁹. Car le Conseil d'État a consolidé le pouvoir de recommandation du CSA dans ce domaine²⁰.

On peut penser cependant que cette dimension de négociation permet également, dans un dispositif de corégulation, dans lequel les acteurs privés ont un rôle crucial dans le contrôle de leurs propres pratiques (l'apposition de la signalétique sur leurs programmes), une implication des acteurs, une intériorisation des critères et des objectifs de la signalétique, puisqu'elle est issue d'une décision collective. La signalétique est en effet un dispositif mis en œuvre directement par les chaînes, sur lequel le CSA dispose certes d'un pouvoir de contrôle, mais pour des raisons évidentes de moyens, intervient à un niveau relativement faible (entre 40 et 50 interventions par an sur l'ensemble des chaînes).

D'un autre côté, on peut penser qu'une référence claire à l'intérêt supérieur de l'enfant redonnerait à la protection des mineurs dans les médias une plus grande cohérence. Le nombre de chaînes réelles et potentielles du fait de l'arrivée de nouveaux canaux, l'allègement des procédures pour les chaînes de faible budget, les modifications législatives ont cependant conduit le CSA à procéder à nouveau par recommandation²¹. Il l'a fait également en radio après une large consultation²².

Si l'on poursuit la logique de la Convention des droits de l'enfant, figure en bonne place le droit d'expression de l'enfant.

V. Les droits de l'enfant participant à une émission de télévision

Si la loi du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication prévoit expressément en son article 15 des obligations pour les opérateurs protégeant les enfants en tant que téléspectateurs, aucune disposition spécifique ne s'attache à définir les droits de l'enfant participant à une émission. En droit interne, le droit des mineurs à l'expression dans les médias n'est reconnu par aucun texte.

Le CSA dispose d'une compétence générale sur la protection de l'enfance et de l'adolescence à la télévision

mais pourrait également s'appuyer sur la Convention de New York relative aux droits de l'enfant²³ pour intervenir dans ce domaine.

Dans l'article 13 de la Convention, le mineur se voit en effet reconnaître un droit à la liberté d'expression. Dès lors, il convient d'encourager l'accès des mineurs aux médias et en particulier à des émissions au sein desquelles les enfants et les adolescents peuvent exprimer leurs opinions sur des sujets qui les concernent ou les intéressent et au cours desquelles sont traitées des actions concrètes et positives qu'ils ont accomplies ou auxquelles ils ont participé.

Cependant, l'exposition médiatique pouvant avoir des effets néfastes sur l'équilibre affectif des mineurs, il semble important d'encadrer l'accès à cette liberté d'expression. L'enfant dispose aussi d'un droit de protection. Le premier alinéa de l'article 19 de la Convention de New York prévoit expressément que « Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié ».

VI. Une protection nécessaire

On constate, ces derniers mois voire ces dernières années, la multiplication de programmes de télévision auxquels des enfants et des adolescents participent (émissions de télé-réalité, de jeux, de plateau ou de documentaire).

Or, sur les grandes chaînes hertziennes, les mineurs sont rarement sollicités pour faire connaître leur opinion sur des sujets qui les concernent directement ou pour parler de thèmes qui leur tiennent à cœur. Quand un enfant participe à une émission de télévision sur ces chaînes, c'est bien souvent pour témoigner sur sa vie privée ou pour évoquer ses problèmes personnels : enfant délinquant, enfant malade, enfant en dépression, enfant soumis à des angoisses, enfant ayant des problèmes conflictuels avec ses parents²⁴...

Lorsque les mineurs sont présentés comme étant dans une situation difficile, ces émissions peuvent être très

18. Le CSA a été cependant amené le 13 juin 2006 à prendre deux mises en demeure sur ce sujet à l'égard de Noos et de Canal + (pour la diffusion en analogique).

19. Notamment sur la question de la possibilité pour les abonnés à des chaînes qui diffusent de tels programmes de choisir de recevoir ou de ne pas recevoir ces programmes. Entre la délibération de 2003 et la recommandation de 2004 le CSA a subordonné cette obligation au respect de 6 critères par le système de double verrouillage.

20. Voir notamment les décisions du Conseil d'État du 9 février 2005, *Société Canal Calédonie* et 17 mai 2006, *Association Comité Télévision et Liberté*.

21. Cf. la recommandation du 7 juin 2005 aux éditeurs de service de télévision concernant la signalétique jeunesse et la classification des programmes.

22. Recommandation du 10 février 2004.

23. Convention du 20 novembre 1989.

24. Voir S. Jéhel, « Les témoignages de mineurs à la télévision », *Revue Médiamorphose*, n° 8, 2003 et le dossier consacré dans la revue au rapport des jeunes à la télévision ; voir aussi G. Lochard, « Le jeune de banlieue à la télévision : représenté ou instrumentalisé ? » *Revue Médiamorphose*, n° 10, 2004, et le dossier sur les médias à la conquête des jeunes sous la responsabilité de D. Frau-Meigs.

stigmatisantes pour eux et leurs familles qui en subissent directement les conséquences dans leur quotidien.

L'image des jeunes qui résulte de ces émissions décrivant les enfants en difficulté comme fauteurs de troubles est très préoccupante et ce d'autant plus qu'il est souvent très difficile de définir le genre de ce type de programme qui oscille entre le divertissement et l'information.

Il importe que les mineurs puissent participer à des émissions de télévision, mais que leurs difficultés (maladies, violences subies ou agies, problèmes familiaux...) ne soient pas présentées comme résumant leur identité.

Dès lors, il paraît important de protéger ces enfants et ces adolescents contre les éventuelles dérives des émissions dans lesquelles ils interviennent. La participation de mineurs à des œuvres de fictions cinématographiques ou audiovisuelles est encadrée par le Code du travail. Cette participation est soumise à l'accord préalable de la Commission des enfants du spectacle.

Pour les autres programmes diffusés à la télévision, c'est le CSA qui est le garant de la protection de l'enfance et de l'adolescence. De quels outils juridiques dispose-t-il dans le cadre de sa mission ?

A. Les outils juridiques de cette protection

Il existe plusieurs textes de valeur législative qui protègent l'image des mineurs en difficulté. L'article 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante modifié par la loi du 9 septembre 2002 prévoit que la publication de toute information concernant l'identité d'un mineur délinquant est interdite et punie d'une amende de 6000 euros et de deux ans d'emprisonnement en cas de récidive. L'article 39 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse modifiée par la loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes interdit de diffuser des informations sur l'identité d'un mineur victime d'une infraction, en fugue, suicidé, ou délaissé par ses parents ou ceux qui en ont la garde. Cette interdiction tombe si la publication est réalisée à la demande des parents, ou des autorités administratives ou judiciaires.

Si le CSA doit veiller au respect de ces deux lois par les services de télévision, la rédaction très générale de l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, qui lui donne une compétence très large en matière de protection de l'enfance, lui permet d'encadrer plus précisément la participation des mineurs à des émissions.

Historiquement, le CSA a choisi d'intervenir par le biais des conventions qu'il signe avec l'ensemble des opérateurs. Pour les services de télévision, la stipulation actuellement en vigueur est la suivante : « La chaîne s'abstient de solliciter le témoignage de mineurs placés dans des situations difficiles dans leur vie privée, à moins d'assurer une protection totale de leur identité par un procédé technique approprié et de recueillir l'assentiment du mineur ainsi que le consentement d'au moins l'une des personnes exerçant l'autorité parentale ».

La règle première est de recueillir l'accord des parents. Au-delà de la nécessité juridique, cet accord permet de

minimiser le risque que les parents se retournent contre leur enfant si celui-ci venait à être stigmatisé. Par ailleurs, cette stipulation conventionnelle impose de protéger l'anonymat du mineur dès lors que celui-ci est exposé comme étant dans une situation difficile dans sa vie privée.

Néanmoins, il est apparu que cette disposition pouvait induire des malentendus. Le CSA n'entendait pas en effet demander le floutage des mineurs atteints de la mucoviscidose qui s'expriment dans le cadre du Téléthon sur France Télévisions, par exemple. Leur prestation pouvait au contraire être valorisante, et leur exposition à la télévision ne représentait pas de risque de dévoilement de l'intimité qui aurait pu accroître leurs difficultés personnelles.

Malgré la lettre de cette stipulation conventionnelle, le CSA n'est donc jamais intervenu dans ce type de cas dès lors que le traitement médiatique ne nuisait pas à l'intérêt de l'enfant et ne le stigmatisait pas. En revanche et dans plusieurs cas, le CSA a dû intervenir auprès des services de télévision qui mettaient en danger des mineurs par leur exposition sans protection de leur identité.

Pour plus de lisibilité pour les services de télévision et afin de préciser la philosophie qui le guidait, le CSA a souhaité reformuler les obligations des chaînes dans ce domaine. C'est dans cette optique qu'il a créé en avril 2005 un comité d'experts régulièrement auditionné par le groupe de travail « Protection du jeune public et déontologie des programmes ». Sur des questions aussi délicates que la participation des mineurs à des émissions de télévision, le traitement télévisuel des difficultés intrafamiliales, la confrontation dans des émissions de modèles éducatifs ou la collaboration de professionnels de la santé à des programmes télévisés, le Conseil a souhaité interroger des experts de la protection de l'enfance et de l'adolescence. Ce comité est composé de pédopsychiatres, d'un magistrat, d'un avocat, d'un éducateur spécialisé, d'une assistante sociale, d'un représentant du défenseur des enfants et de représentants du collectif interassociatif Enfance et Médias.

Le comité d'experts a été consulté sur un projet de recommandation qui aura vocation à s'imposer unilatéralement à l'ensemble des services de télévision et qui se substituera à la stipulation conventionnelle précédemment citée.

Ce texte devrait permettre notamment de mieux expliciter les interventions du CSA qui ne sont pas toujours bien accueillies par les opérateurs qui y voient, dans ce domaine sensible, une atteinte à leur liberté de communication et d'expression.

B. Les interventions du CSA

Toute la difficulté consiste pour le CSA à trouver un point d'équilibre entre quatre principes :

- le droit d'expression de tout enfant ;
- le droit de l'enfant à la protection du fait de son manque de maturité ;
- le droit du public à l'information ;
- la liberté de communication dont bénéficient les éditeurs de services de télévision.

L'appréciation du CSA dépend du traitement qui est fait de l'image du mineur. Il convient d'évaluer au cas par cas l'impact que peut avoir l'émission sur le mineur et n'intervenir que lorsque des risques de mise en danger du mineur existent.

À titre d'exemple, on peut citer l'émission intitulée *Le camp des fortes têtes* diffusée en 2005 par la chaîne de télévision M6 et à propos de laquelle le CSA est intervenu. Au cours de ce programme, six adolescents français étaient suivis par des caméras lors d'un séjour de 40 jours dans un centre de rééducation canadien situé sur l'île de Vancouver. Ces adolescents y étaient décrits comme présentant de graves problèmes comportementaux ou médicaux (violence verbale ou physique, excès de violence, refus d'autorité, dépression chronique, manque de confiance et échec scolaire, consommation de cannabis).

Le groupe de travail Protection de l'enfance du CSA a auditionné les représentants de la chaîne. Ceux-ci ont notamment fait valoir que l'émission se terminait pour quatre adolescents par une évolution positive, se traduisant notamment par le fait qu'ils avaient pu renouer des relations plus apaisées avec leurs parents et reprendre une formation. Cette fin heureuse de leur stage canadien ne saurait cependant effacer leurs graves difficultés. D'une part, en effet, les difficultés d'un adolescent ayant de tels comportements ne peuvent se résoudre définitivement en quelques semaines, celui-ci restant très fragile pendant une période dont on ne saurait définir le terme. D'autre part, la présentation qui a été faite d'eux à l'antenne lors de chaque émission pour rappeler leur situation avant leur entrée dans le camp a tendu à réduire leur identité à des comportements asociaux d'une façon que l'on peut considérer comme susceptible de nuire à leur réinsertion, qui était pourtant l'objectif affiché de l'émission.

En assemblée plénière du 21 février 2006, le CSA a donc décidé d'adresser un courrier à M6 la mettant fermement en garde contre le renouvellement de ce type de manquement qui consiste à exposer l'intimité des jeunes et à mettre en avant leurs comportements déviants et leurs conflits familiaux sans protéger leur identité. Il a demandé à la chaîne de faire preuve d'une plus grande prudence dans l'évocation de situations susceptibles de porter préjudice à des mineurs.

Le CSA est également intervenu auprès du service de télévision TF1 après la diffusion en 2004 de plusieurs émissions intitulées *Confessions intimes* qui mettaient en scène des parents dans leur quotidien avec leurs enfants présentés comme difficiles, colériques, calculateurs, alors qu'il s'agissait parfois d'enfants très jeunes²⁵. Les révélations faites par les parents sur leurs enfants s'accompagnaient d'images des mineurs en situation qui s'exprimaient autant par leurs attitudes et comportements que par leurs propos. La mise en accusation à laquelle se prêtaient les parents,

en proie au désarroi face à leur enfant, risquait de porter atteinte au besoin fondamental des enfants de bénéficier d'une sécurité affective auprès de leurs parents. La diffusion d'un reportage mettant en scène un mineur dévalorisé par le jugement de ses parents est en effet susceptible d'avoir des répercussions psychologiques perturbantes sur cet enfant, notamment par le biais des conséquences que cette révélation et cette dénonciation peuvent avoir sur son entourage (voisinage, cour de récréation, enseignants, famille élargie...). Or, les problèmes comportementaux – hyperactivité, violence – des enfants sont généralement liés à des problèmes psychologiques que l'on pourrait qualifier de situations de détresse. La dramatisation du mal de vivre de ces enfants ou adolescents, tant par l'image que par le commentaire qui accompagnait les reportages, risquait de les fragiliser davantage. Aussi le CSA a-t-il rappelé à la société TF1 que toute émission traitant de difficultés affectives, physiques, ou relationnelles vécues par des mineurs doit faire l'objet d'une vigilance accrue au regard de la protection de l'enfance²⁶. À la suite de cette intervention, la société TF1 a décidé de ne plus faire intervenir des enfants ou des adolescents à visage découvert dans son émission intitulée *Confessions intimes*.

Le CSA est également intervenu dans le cadre d'émissions de plateau au cours desquelles des mineurs en situation difficile dans leur vie privée sont venus témoigner. En 2006, le service de télévision France 2 a programmé deux émissions intitulées *Ça se discute* ayant pour thème « Nos enfants se méfient-ils assez du piège de l'alcool ? » et « Orphelins : seuls pour reconstruire une nouvelle vie ». Dans la première émission, une mineure de 16 ans était amenée à témoigner à visage découvert de son alcoolisme précoce, ce qui risquait de la stigmatiser ; dans la seconde émission, témoignaient deux mineurs dont les parents avaient été assassinés depuis moins d'un an, ce qui risquait de porter atteinte à leur équilibre affectif. Le CSA a considéré que le cahier des missions et des charges de la chaîne n'avait pas été respecté, et a décidé d'entendre à ce sujet les responsables de la chaîne et l'animateur de l'émission.

Les droits de l'enfant à la télévision recouvrent différents droits : celui de disposer de programmes utiles et favorisant son bien-être, le droit d'être protégé des programmes qui peuvent le déstabiliser ou l'angoisser, le droit de s'exprimer... Mais pour chacun de ces droits un équilibre doit être trouvé entre le droit de l'enfant à accéder à la télévision (accéder à des contenus, ou à la parole) et le respect de la fragilité de l'enfant jusqu'à 18 ans. Oublier la seconde partie de la balance, c'est-à-dire accepter de mettre en danger un enfant lors d'une prestation au nom de son autonomie, de son droit à l'accès aux programmes, ou de son droit d'expression revient à porter atteinte aux droits de l'enfant dans leur ensemble.

25. L'une des séquences diffusées le 21 juin 2004 s'intitulait : « À deux ans et demi c'est ma fille qui commande ».

26. Par décision du 15 janvier 2005.